



## LE MODEF APPORTE SON SOUTIEN À LA REVOLTE PAYSANNE INDIENNE

Après deux mois de mobilisation sans relâche en Inde, les paysans protestent contre la libéralisation du secteur agricole. L'Etat veut déréguler toute l'économie du pays touchant sans surprise le monde agricole.

La mesure-clé est d'envisager l'abolition d'intermédiaire public entre les paysans et leurs acheteurs privés qui garantissaient un prix minimum aux produits agricoles des paysans. Celle-ci permettait de réguler le marché et de parer aux effets dévastateurs d'une concurrence sans retenue avec au premier chef la concentration des capitaux conduisant au monopole.

Le second effet de la mesure consiste à mettre en péril les capacités de production alimentaire et la souveraineté alimentaire de l'Inde en devenant plus dépendant des fluctuations du marché et de la demande.

En France, l'indexation et la garantie des prix agricoles a été supprimée en décembre 1958, au prétexte de moderniser l'Agriculture. Les conséquences ont été terribles pour l'Agriculture française entraînant une baisse tendancielle des prix des produits agricoles, des revenus, des endettements sur les fermes et la disparition des exploitations agricoles (6 fois moins d'exploitations agricoles en 60 ans). Pour ceux qui restent, de nombreux exploitants agricoles vivent une situation de mal être profond telle que certains envisagent même de se suicider. Le problème central est la question du revenu ! Le Syndicat des Exploitants Familiaux se bat depuis sa création en 1959, pour la mise en place de prix planchers rémunérateurs garantis par l'Etat pour les produits agricoles en fonction de l'évolution des coûts de production.

Le MODEF apporte son soutien aux fermiers indiens et demande la suppression des trois lois adoptées par le gouvernement de Narendra Modi sous le nom de Farm Bills.

Angoulême, le 29 janvier 2021,  
Le Président du MODEF National,  
**Pierre THOMAS**  
**06 87 43 97 95**